



Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels de Talloires-Montmin (74)

n° : F – 084-16-P-0035

Décision du 9 novembre 2016
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

La formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable qui en a délibéré le 9 novembre 2016,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-084-16-P-0035 (y compris ses annexes) relative à la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels de Talloires-Montmin, reçue complète de la direction départementale de Haute-Savoie le 19 septembre 2016 ;

La ministre chargée de la santé ayant été consultée par courrier en date du 20 septembre 2016 ;

Considérant les caractéristiques de la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels (PPRN) :

- qui concerne la commune de Talloires-Montmin (Haute-Savoie), dont l'aléa de référence exceptionnel¹ a été étudié dans le cadre de l'élaboration du PPRN approuvé en 2015, sans avoir été traduit réglementairement dans le PPRN,
- dont l'unique objet est de porter cet aléa dans le PPRN ;

Considérant les caractéristiques des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, en particulier :

- l'absence d'effet potentiellement induit d'aggravation de l'étalement urbain, du fait de la nature de la modification qui induit une restriction supplémentaire à l'occupation du sol,
- l'absence d'incidence notable de la modification eu égard aux enjeux environnementaux des secteurs concernés (La Perrière et Les Prés Ronds), situés en ZNIEFF de type II, à proximité de ZNIEFF de type I, dans un site Natura 2000 (Les Prés Ronds) ou à proximité (La Perrière) ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels de Talloires-Montmin, présentée par la direction départementale des territoires de Haute-Savoie, n° F-084-16-P-0035, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

¹ Terminologie de l'instruction du 28 septembre 2015 (NOR : DEVP1520489J).

Fait à la Défense, le 9 novembre 2016,

La formation d'autorité environnementale
du conseil général de l'environnement
et du développement durable,
représentée par son président



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX